

Si c'est là le dernier mot de l'Amérique, ce serait bien dommage. Des insuffisances, il y en a. Et la plupart des Israéliens sont à juste titre méfiants. Quand le voisin a refusé d'admettre votre existence pendant quarante ans, il est légitime de douter du sourire soudain et de la main offerte. Il faut donc poser d'autres questions. Ce pourrait être un test de la rigueur des intentions de M. Arafat. S'il échoue, le pouvoir reviendra à ceux parmi les Palestiniens qui ne demandent rien de moins que la totalité de la Palestine ; et les Israéliens qui croient qu'il n'y a pas de compromis possible continueront à remporter les élections israéliennes.

La vérité n'est qu'un compromis — le vieux compromis du partage — est toujours à la disposition des Juifs et des Arabes. Il ne sera pas exactement semblable au genre de compromis que chacune des deux parties désire. Si la Palestine imaginaire dont l'indépendance a été proclamée cette semaine doit un jour devenir réalité, elle devra correspondre au genre d'État avec lequel une majorité d'Israéliens estiment pouvoir vivre. Cela signifiera au minimum la démilitarisation et la confédération avec la Jordanie. Beaucoup d'obstacles — la détermination des frontières, le statut de Jérusalem, les réclamations des réfugiés palestiniens de 1948 — devront être résolus au cours de difficiles négociations. Mais les Palestiniens ont au moins eu le mérite d'accomplir le douloureux premier pas. Ils disent qu'ils ont reconnu la revendication d'un autre peuple sur la terre qu'ils considèrent comme la leur. La balle est maintenant dans le camp d'Israël.

The Economist, 25 novembre 1988.

NAISSANCE D'UNE NON-NATION

Yasser Arafat a appelé cela un pas décisif. Après quarante ans de guerre contre Israël, a-t-il déclaré, les Palestiniens se sont engagés dans une politique de

« modération, flexibilité et réalisme ». En proclamant la création d'un État indépendant en Cisjordanie et dans la bande de Gaza occupées par Israël, ils ont semblé admettre que les trois quarts de leur patrie originelle étaient définitivement perdus et faire preuve d'une volonté de négocier pour la partie restante. En acceptant deux résolutions de l'ONU, ils ont reconnu indirectement le droit à l'existence d'Israël. *« Nous voulons la paix »*, a affirmé Arafat. Il n'est pas près de l'obtenir dans la mesure où les États-Unis ont estimé que les Palestiniens ne sont pas encore allés assez loin. Toutefois, le moment choisi par Arafat pourrait s'avérer judicieux. Les Palestiniens ont proclamé la création de leur nation occupée juste au moment où les Américains et les Israéliens mettent en place de nouveaux gouvernements et reconsidèrent leurs politiques. Bien qu'elle soit inacceptable dans la forme où elle a été rédigée, il est clair que la proclamation méritait une réponse plus réfléchie que le bref refus qui lui a été opposé à Washington et Jérusalem. (...)

Dans les circonstances actuelles, Arafat a dû sentir qu'une reconnaissance implicite était encore la meilleure chose à faire. Son mouvement est en butte à l'extrémisme et à la division. Pour le CNP, adopter ne serait-ce qu'un tour ambigu de modération a été une réalisation considérable. *« Dans le ton comme dans la substance, ils ont été très loin »*, déclare William Quandt, ancien responsable du Moyen-Orient dans l'administration Carter. Il ne saurait y avoir de solution négociée dans les territoires occupés sans l'OLP ou ses représentants. La déclaration d'Alger peut annoncer que ce qui a commencé comme une organisation terroriste est finalement prêt à exercer sérieusement des responsabilités diplomatiques, en faisant les concessions territoriales qui sont nécessaires à la paix. Si tel est le cas, la déclaration d'Alger ne sera pas le dernier mot d'Arafat. *« Je suis prêt à être plus explicite et à donner plus d'éclaircissements une fois que je serai assis à la table d'une confé-*

rence internationale pour la paix » a-t-il affirmé.

Mais pourquoi en réclame-t-il une maintenant, alors qu'Israël et les États-Unis sont distraits par des transitions gouvernementales ? Il y a quatre ans, Arafat avait déclaré à un journaliste qu'il n'avait qu'une seule carte à jouer, la reconnaissance d'Israël, en ajoutant : « *Je ne suis pas assez stupide pour la gaspiller à moins d'obtenir quelque chose de substantiel en échange.* » Il a été forcé d'agir maintenant par le succès de l'Intifada — qui se porte très bien sans lui — et du vide créé par la décision du roi Hussein de Jordanie de couper les liens politiques entre son pays et les territoires occupés en juillet dernier. Forcé de prendre l'initiative, Arafat a reçu l'aide de l'Union soviétique qui a fait pression sur les fortes têtes comme Habache afin qu'ils accordent au moins une chance à la voie de la modération. Les Palestiniens réalistes ne s'attendent pas à ce que Washington reconnaisse leur nouvel État, mais ils déclarent qu'ils sont allés aussi loin qu'ils le pouvaient et ils estiment être en droit d'attendre une récompense pour ce qu'ils ont accompli.

« *La balle est maintenant dans le camp américain* », déclare Arafat. Si tel est le cas, elle risque d'y rester pour quelques mois au moins. Le président élu, Bush, qu'on dit opposé à un État palestinien indépendant, a réagi prudemment à la déclaration d'Alger. Le premier ministre britannique, Margaret Thatcher, qui a fait un tour d'horizon de la politique extérieure lors d'une réunion avec Bush la semaine dernière, a déclaré que le Moyen-Orient était « *l'un des premiers sujets sur son agenda* ». Bush veut des négociations entre les Arabes et les Israéliens, mais comme l'a annoncé Thatcher, il adoptera « *une approche calme et mesurée* » en politique étrangère, réunissant dans ce cas le soutien de toutes les parties tant à l'intérieur qu'à l'étranger avant de se risquer à une initiative publique. L'objectif de Bush, évidemment, est une entité palestinienne liée d'une façon ou d'une autre à la Jor-

danie. « *Il y a un rôle pour la Jordanie* », insistait Dennis Ross, le conseiller de Bush pour le Moyen-Orient, avant les élections. « *Du point de vue américain, il y va de nos intérêts stratégiques que le processus implique la Jordanie.* »

Après ses entretiens avec Bush, Thatcher a déclaré aux journalistes que les Palestiniens semblaient avoir accompli « *un pas modeste en avant, et c'est là quelque chose sur lequel nous pouvons nous baser* ». Arafat a prévenu que l'opportunité n'était pas ouverte indéfiniment. « *Je peux toujours revenir au CNP et annoncer que la modération ne paie pas* », a-t-il souligné. Toutefois, maintenant qu'il a fait un geste vers la modération, Arafat ne peut plus faire grand-chose pour convaincre les Israéliens et les Américains. « *L'Intifada a modifié le contexte du problème* », déclare un important ambassadeur arabe à Washington. *L'enjeu principal n'est plus de savoir ce que Arafat dit ou ce que l'OLP décide. L'enjeu maintenant, c'est qu'il y a 1,7 million de personnes vivant sous l'occupation, et qui n'aiment pas cela. Comment peut-on contrôler cette situation, voilà la principale question.* » Arafat a exprimé sa volonté décisive de négocier, mais c'est le soulèvement qui peut pousser les Israéliens à la table de négociations — pour autant que quelque chose le puisse.

Newsweek, 28 novembre 1988.

ET SI L'ITALIE AIDAIT ARAFAT

Et maintenant, comment vont se comporter les Européens ? Que va faire notre gouvernement ? Il n'y a pas que les gouvernements arabes à avoir — dans leur quasi-totalité — reconnu l'État palestinien issu de la déclaration d'Alger. Hier l'URSS, traditionnellement prudente à accomplir ces actes, l'a reconnu. Et de même l'Inde et la Yougoslavie, pays guides du front des non-alignés, d'où l'on présume que la plupart des États réunis dans cette organisation — qui représente